



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
2 février 2015
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-neuvième session
Point 68 de l'ordre du jour
**Promotion et protection des droits
de l'homme**

Conseil de sécurité
Soixante-dixième année

Lettres identiques datées du 2 février 2015, adressées au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre, datée du 2 février 2015, que vous a adressée M. Ri Su Yong, Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe).

Une lettre identique a été adressée à M. Sam Kahamba Kutesa, Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer, dans les plus brefs délais, le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, au titre du point 68 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur
Représentant permanent
(Signé) **Ja Song Nam**



**Annexe aux lettres identiques datées du 2 février 2015
adressées au Secrétaire général et au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de la République populaire démocratique de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous présenter mes compliments et d'appeler votre attention sur la révélation du caractère totalement infondé du rapport de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, qui a servi de base à l'adoption, à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, de la résolution portant le même titre, dans laquelle notre pays est stigmatisé.

Le rapport de la Commission d'enquête a été établi sur la base de prétendus témoignages de pseudo-transfuges nord-coréens, et principalement celui du transfuge Sin Tong Hyok. Or, ce dernier a récemment avoué devant la communauté internationale que son « témoignage » était en fait un récit fabriqué de toutes pièces.

En d'autres termes, la résolution sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée adoptée à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale a perdu tout fondement, ce qui montre à quel point les États-Unis d'Amérique et autres forces hostiles ont eu tort de faire venir Sin Tong Hyok et d'autres individus du même acabit dans l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies, en organisant des témoignages contre notre pays et en court-circuitant l'objectif de ladite résolution.

Permettez-moi de vous rappeler les lettres que nos représentants permanents en poste à New York et à Genève vous ont déjà adressées ainsi qu'aux Présidents de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme au sujet des aveux faits par Sin Tong Hyok concernant son faux témoignage.

À en croire les auteurs de ce faux, y compris l'ex-Président de la soi-disant Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, le rapport incriminant notre pays aurait été établi sur la base des témoignages de centaines d'autres transfuges nord-coréens, et pas seulement de Sin Tong Hyok.

Si les auteurs du rapport parviennent à présenter la liste des centaines de « témoins » qu'ils prétendent avoir entendus, nous sommes quant à nous disposés à révéler à la face du monde la véritable identité de chacun d'entre eux, leurs crimes et leurs mensonges.

Il deviendrait ainsi manifeste que l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies, dont les activités sont régies par les principes d'impartialité et d'objectivité, a été détournée pour exploiter la question des droits de l'homme contre notre pays, ce qui ne manquerait pas de saper gravement la crédibilité de l'ONU.

Je me permets d'appeler votre attention sur les points suivants :

Premièrement, la résolution de l'ONU en cause qui stigmatise notre pays est fondée sur un tissu de mensonges;

Deuxièmement, les instigateurs de cette « résolution » devraient être tenus pour responsables d'avoir induit en erreur les pays qui l'ont appuyée.

En conséquence, je me permets de vous proposer ce qui suit.

1. Puisque l'enceinte de l'ONU a été instrumentalisée au service de la cabale menée à l'encontre de notre pays au nom des droits de l'homme, j'ose espérer que vous vous engagerez à rectifier la situation et, dans l'immédiat, à faire savoir à tous les États Membres de l'Organisation que la « résolution » adoptée à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale est illégale, montée de toutes pièces et fondée sur des mensonges, et que vous prendrez les mesures qui s'imposent pour l'abroger.

2. Les instigateurs de la « résolution » – dont l'Union européenne et le Japon – ont manigancé dès le début pour en forcer l'adoption par des voies frauduleuses et fallacieuses, et n'ont entendu, dans ce contexte, aucun citoyen nord-coréen. J'ose espérer que vous les exhorterez à admettre d'eux-mêmes ce fait et à ce titre, à présenter leurs excuses à la communauté internationale.

Faisant fi de notre offre de pourparlers, ces pays ont ourdi ladite résolution sur la base de mensonges et d'inventions, ridiculisant et insultant par là-même l'ONU.

Ainsi donc, nous accepterons de nous engager activement dans des pourparlers sur les droits de l'homme et de coopérer dans ce domaine, à condition que soit retirée cette « résolution » montée de toutes pièces par l'Union européenne et le Japon à partir d'informations dont il a été prouvé devant la communauté internationale qu'elles étaient totalement fausses.

Veillez agréer tous mes vœux de santé et de succès dans l'exercice de vos responsabilités.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République populaire
démocratique de Corée
(Signé) **Ri Su Yong**